

Caminando En marche!



Choc pandémique et capitalisme de surveillance

Projet Accompagnement Solidarité Colombie

Volume 35, numéro 1, 2021

Brisons le silence en temps de pandémie

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/95543ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)

ISSN

1490-0661 (imprimé)

2563-6464 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Projet Accompagnement Solidarité Colombie (2021). Choc pandémique et capitalisme de surveillance. *Caminando / En marche!*, 35(1), 68–71.

Choc pandémique et capitalisme de surveillance

Par le Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC)

Pour faire face à la pandémie de la COVID-19, au lieu de proposer des investissements massifs dans nos services publics, notamment dans le système de santé et les soins aux personnes âgées, les États se tournent vers le privé pour nous offrir des solutions technologiques.

En mars 2019, l'IRIS publiait une recherche sur l'intelligence artificielle (IA), annonçant que « le gouvernement du Québec veut faire de l'IA une composante importante de l'économie québécoise, dont Montréal serait le pôle central »¹. Cette industrie est vue comme un pilier de la croissance économique mondiale par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), notamment.

Afin de pouvoir analyser la situation générée par la crise globale liée à la pandémie de la COVID-19, il est nécessaire de prendre un pas de recul pour se pencher sur les conditions préexistantes à cette crise. Où en est le développement de l'économie capitaliste à l'heure où le déploiement du numérique, de l'intelligence artificielle et du marché des mégadonnées (*Big Data*) qui est en pleine expansion ?

Applications de traçage et données santé

Partout dans le monde, des pays ont recours à des applications de suivi numérique qui avertissent les gens

ayant croisé le chemin d'une personne contaminée. Ainsi, avec le prétexte de vouloir nous protéger du virus, nous assistons à la mise en place de systèmes de suivi systématique des déplacements et des relations entre des milliards d'individu-e-s, alors que les résultats sanitaires sont plus qu'incertains.

C'est d'abord en Chine que plusieurs applications de traçage ont été lancées : elles livrent toutes des code-barres destinés à déterminer le degré de risque que représente un-e individu-e en lien avec son degré d'immunité au virus. Ainsi, le code-barres change de couleur selon cette évaluation du risque : « vert » signifie qu'il n'y a aucun problème, « orange », l'obligation de se placer en quarantaine à la maison et « rouge », l'obligation de se placer en quarantaine dans un lieu centralisé déterminé par l'État. Les individus doivent installer ces applications sur leur téléphone intelligent afin de pouvoir circuler dans la ville. Des détecteurs de code-barres et des *checkpoints* (points de contrôle) ont été mis en place par les autorités à l'entrée de divers endroits publics, comme les transports ou les centres commerciaux ; seul un code vert permet d'y entrer².

Le Canada a décidé de lancer sa propre application pour cellulaire, l'application « Alerte COVID », le 31 juillet dernier. Elle utilise la technologie sans fil Bluetooth pour tracer les contacts

entre personnes, mais, comme ce fut le cas à propos d'applications similaires développées ailleurs dans le monde, son efficacité est sérieusement mise en doute, en plus d'être jugée trop intrusive et pas assez sécurisée.

L'engouement de tant de gouvernements pour une solution dont l'efficacité est loin d'être démontrée pourrait surprendre puisque la géolocalisation, ou la présence dans le rayon Bluetooth d'un autre téléphone ne prouvent en aucun cas que la personne atteinte ait réellement pu constituer un risque de contagion. De plus, selon les dires des développeurs de ces applications et des gouvernements qui les mettent en place, il faudrait que les trois quarts de la population d'une ville ou d'un pays la téléchargent pour que l'application soit efficace. Il est difficile de croire que ces taux élevés d'utilisation seront atteints.

D'autre part, plusieurs moyens permettant la surveillance médicale de masse sont en train de voir le jour. La carte d'immunité fait partie des propositions en vogue. L'*immunity card*³ est un document d'identité où seraient enregistrés, entre autres, les résultats des personnes ayant été testées. Proposée initialement aux États-Unis, l'Allemagne et le Chili étudient la possibilité d'implanter cette carte. De son côté, le fondateur d'IBM, Bill Gates, fait la promotion d'un certificat numérique qui servirait à identifier

Nous faisons partie du collectif **Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC)**. Nous sommes féministes, à l'étroit dans les moules qui nous sont imposés. Nous sommes blanches, habitantes de territoires voués à la destruction, de territoires tachés du sang de la colonisation, qui se poursuit encore. Nous constatons, subissons, dénonçons et, malgré tout, participons, aux rapports de domination qui façonnent nos communautés, les sociétés humaines, nos vies.

les personnes ayant été déclarées positives à la COVID-19, celles qui s'en sont rétablies, celles qui ont été testées, et lorsqu'il y aura un vaccin, celles vaccinées⁴.

Ce type de technologie est particulièrement inquiétant si on se fie aux déclarations du ministre de l'Économie, Pierre Fitzgibbon, le 21 août dernier, affirmant que le gouvernement souhaite attirer les compagnies pharmaceutiques en leur donnant accès aux données de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) :

« On a l'intelligence artificielle, on a la médecine spécialisée [...] on a les données de la RAMQ, et les données de la RAMQ, c'est une mine d'or [...] Le jour où on peut se rendre confortables, de donner accès à nos données de santé aux compagnies pharma [ceutiques] qui vont venir dans les hôpitaux universitaires qui sont très performants, et on a Mila à côté, qui fait l'algorithme, ou Imagia, c'est *winner* »⁵ !

La crise du coronavirus et la mise en œuvre du capitalisme de surveillance

Pour comprendre la situation actuelle, il est nécessaire de se demander ce que la crise permet d'accélérer : c'est-à-dire le déploiement du capitalisme de surveillance et de la « quatrième révolution industrielle »⁶. Il ne s'agit que d'aller faire un tour sur le site du Forum économique mondial pour comprendre l'ampleur de ce qui se trame pour informatiser nos vies jusque dans ses moindres recoins :

« La crise de la COVID-19 nous démontre que les technologies émergentes comme l'Internet des objets et l'intelligence artificielle ne sont pas seulement des outils, elles sont essentielles au

fonctionnement de notre société et de notre économie. En cette période d'instabilité, nous devons les penser en termes d'infrastructures essentielles »⁷.

Déjà en 2017, le Forum économique mondial affirmait qu'« entre 50 et 100 milliards d'objets seront connectés en 2020 ». Ces chiffres augmentent de façon exponentielle au rythme de l'installation du réseau 5G, un système de technologie Wi-Fi tout neuf, qui rendra peu à peu obsolètes les ordinateurs et cellulaires que nous avons aujourd'hui.

L'Internet des objets, dont le déploiement complet ne sera possible que lorsque le réseau 5G sera pleinement en place, est l'idée que tous les objets qui nous entourent et que nous utilisons au quotidien soient connectés : nos montres, notre frigo, notre voiture, nos électroménagers, jusqu'aux maisons intelligentes en entier. Bref que tout soit connecté, pour qu'en rentrant chez nous, notre maison nous parle, mette de la musique, allume la lumière, vous propose une recette en fonction de ce qu'il y a dans le frigo, programme le four pour réchauffer le souper... Les programmes d'assistants intelligents comme Alexa ou Google Home sont un premier pas dans cette direction et visent à nous habituer à cohabiter avec l'IA.

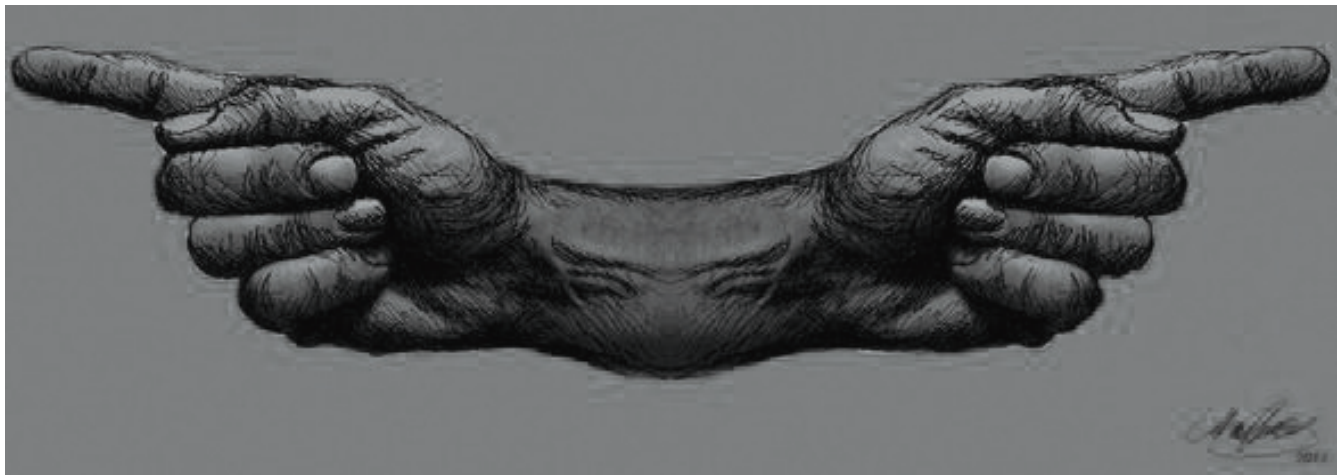
Le confinement planétaire généré par la pandémie, tout comme les mesures de distanciation « sociale » qui demeurent en place suite au « déconfinement », nous ont propulsés dans cette nouvelle ère de connexion extrême à nos écrans et aux technologies. En effet, la situation issue de la pandémie a permis la mise en œuvre de deux processus simultanés ; d'une part, nous sommes appelé·e·s à réduire, voire à mettre fin, à la majorité de nos contacts humains et de nos relations interpersonnelles en

personne et, d'autre part, nous sommes forcé·e·s d'augmenter notre utilisation d'Internet et nos contacts avec le monde numérique. Et dans ce processus, nous augmentons notre dépendance aux technologies ; les écrans deviennent le mode quasi exclusif d'accès au monde, le commerce en ligne explose et s'étend aux biens essentiels comme la nourriture, tandis que plusieurs plateformes voient le jour afin de gérer les services (santé, éducation à distance...).

Déjà nous commençons à nous habituer à recevoir nos services de santé en ligne et le télétravail est louangé comme étant l'avenir du travail, notamment parce qu'il est prétendument plus écologique. Pourtant, bien que l'aire du numérique évite d'imprimer autant de papier, son apport à la réduction des dommages environnementaux s'arrête là, puisque le visionnement de vidéos en ligne, les téléchargements incessants et les vidéoconférences impliquent des milliers de serveurs, qui dans leur majorité carburent au charbon aux États-Unis. La navigation sur Internet contamine autant que l'industrie aérienne, et les chiffres ne cessent de croître⁸.

Ce pas de géant du numérique sur l'économie, l'organisation de la société et la vie sociale profite directement à des géants du Web tels qu'Amazon, Facebook, Google et Microsoft. Ces derniers, aujourd'hui beaucoup plus puissants que les États, sont au cœur du développement du capitalisme numérique ; leur modèle d'affaires qui dépend du *Big Data* est basé non seulement sur la surveillance du comportement en ligne des individu·e·s pour la collecte des données, mais aussi sur la modification des comportements humains et sociaux dans cette nouvelle normalité où nous sommes et serons de plus en plus « connecté·e·s ».

Pour comprendre la situation actuelle, il est nécessaire de se demander ce que la crise permet d'accélérer : c'est-à-dire le déploiement du capitalisme de surveillance et de la quatrième révolution industrielle.



Propagande

Illustration par Johanne Roussy, 2017

Big data et le marché des données

Il y a tellement de données qui se vendent et s'achètent sur le marché du *Big Data* que l'extractivisme des données, qui consiste à extraire les données des utilisateurs-trices afin de consolider des bases de données cotées en bourse, est le secteur en majeure croissance dans les bourses du monde, dépassant le secteur pétrolier. Selon les prévisions du cabinet Gartner, « 90 % des données existantes aujourd'hui ont été créées au cours des deux dernières années et la production de ces données devrait exploser de 800 % d'ici 5 ans »⁹. Les données proviennent de partout : des messages que nous envoyons, des vidéos que nous publions, des informations climatiques, des signaux GPS, des achats par cartes de crédit ou encore des transactions en ligne.

Nous avons donc des ombres virtuelles qui en savent plus sur nos goûts, nos envies, nos sentiments et nos pensées que nous-mêmes, et pire encore, des machines qui les analysent pour nous donner accès à la réalité digitale qui nous convient, selon Facebook ou Google. Chaque service « gratuit » que nous utilisons en ligne en acceptant d'obscurités politiques d'utilisation est en fait un contrat par lequel nous vendons des informations sur nous, en plus de celles recueillies à notre insu, que ce soit par les caméras, les paiements par carte qui remplacent de plus en plus l'argent comptant, etc. Ces

informations sont compilées et analysées à l'aide de l'intelligence artificielle, puis peuvent être vendues :

« En collectant massivement des informations sur leurs utilisateurs-trices, elles formulent, à l'aide de l'intelligence artificielle, des prédictions hautement monnayables sur leurs comportements. Le « capitalisme de surveillance » est en somme une forme d'extractivisme, la matière première étant les données personnelles des citoyen-ne-s », résume Aurélie Lanctot au Devoir.¹⁰

L'affaire de Cambridge Analytica et le scandale de l'utilisation des données pour la manipulation des résultats électoraux, incluant la création de tendances sociales et de mouvements sociaux de toute pièce, auraient pu ralentir le processus, mais ils ont seulement rendu les dirigeant-e-s plus prudent-e-s¹¹.

Comme le souligne Naomi Klein dans son article « Screen New Deal »¹², les plans de développement des villes intelligentes, basés sur la surveillance et l'interconnectivité des données, affrontaient avant la pandémie de nombreuses réticences en raison de l'ampleur des changements proposés. La pandémie semble avoir fait disparaître ces réticences, agissant comme un choc qui permet de rendre acceptable que nos maisons deviennent notre bureau, notre

centre de conditionnement physique, notre école, et même notre prison, si l'État le décide.

Qui s'enrichit et profite de la crise ?

Alors que la pandémie semble générer une reconfiguration des forces au sein du capitalisme global, les hommes les plus riches de la planète en profitent. Entre le 18 mars et le 19 mai 2020, la fortune globale des 600 milliardaires américains a augmenté de 434 milliards en dollars US et les patrons des multinationales de la Silicon Valley sont ceux qui en ont le plus profité. Les mesures de confinement de la population et la fermeture des commerces ont fait bondir les achats en ligne et le besoin de rester connecté-e via les réseaux sociaux, ce qui a fait grimper en flèche la valeur des titres des GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft)¹³. Entre mars et mai 2020, la fortune de Jeff Bezos — fondateur et patron d'Amazon — a augmenté de plus de 30 %, un bond équivalent à 24 milliards de dollars depuis le début de l'année 2020, soit 4 fois plus que l'augmentation habituelle de sa fortune depuis 2017¹⁴. Durant la même période, la fortune de Mark Zuckerberg, patron de Facebook, a bondi de plus de 46 % pour s'élever à 54,7 milliards de dollars. En toile de fond, les titres d'Amazon et de Facebook ont atteint dans la semaine du 22 mai leur plus haut niveau historique.

Le secteur pharmaceutique n'est évidemment pas en reste avec la course effrénée aux médicaments et aux vaccins pour lutter contre la COVID-19. Les États s'en remettent à *Big Pharma* et à la prétendue générosité de fondations telle que la Fondation Bill & Melinda Gates. Dès le début de la pandémie, Bill Gates a annoncé que sa fondation allait dépenser des milliards pour travailler avec sept fabricants potentiels d'un vaccin afin de financer leur production.

La puissante Fondation Bill & Melinda Gates est l'actrice non étatique la plus puissante de la planète, d'une valeur de 45 milliards de dollars. Fondée par l'un des hommes les plus riches du monde, elle est impliquée depuis de nombreuses années dans l'industrie du vaccin sous le couvert de l'aide humanitaire en matière de santé offerte aux populations des pays les plus pauvres. Une grande partie de son capital est générée grâce à des investissements discutables, notamment dans l'industrie pétrolière¹⁵. Avec le récent retrait

des États-Unis du financement de l'OMS, la fondation devient la plus importante bailleuse de fonds de cette institution internationale. Déjà en 2016, un documentaire intitulé « L'OMS dans les griffes des lobbyistes ? »¹⁶ démontre le manque d'indépendance de l'institution par rapport à ses bailleurs de fonds privés.

Ne pas s'habituer à la nouvelle « normalité »

Le 17 mars 2020, le Massachusetts Institute of Technology (MIT) publiait un article intitulé « Nous ne reviendrons pas à la normale »¹⁷, émettant l'hypothèse que la distanciation sociale est là pour rester et que notre mode de vie sera appelé à changer, pour toujours sur certains points...

En effet, six mois plus tard, force est de constater que nous assistons à une véritable réingénierie des comportements sociaux : imposition du télétravail dans plusieurs domaines, peur de la

contagion et des quartiers pauvres, délation des voisins, peur d'une accolade, isolement social et acceptation de la surveillance de masse. Ces modifications accélérées des comportements concordent avec des tendances provoquées entre autres par l'usage de téléphones intelligents et des réseaux sociaux, mais aussi avec le développement exponentiel des technologies qui marquera la prochaine décennie avec l'entrée en scène massive de l'IA dans nos vies.

Alors que le capitalisme de surveillance a bel et bien pris son envol et que son éventail de nouvelles technologies nous est présenté comme des solutions miracles à la crise que nous vivons, nous percevons avec inquiétude la rapide acceptation des mesures qui créent une distance dans nos relations humaines et auxquelles nous sommes appelé·e·s à nous adapter au nom de cette « nouvelle normalité ».

Notes

1 Célinas, Joëlle, Lavoie-Moore, Myriam, Lomazzi, Lisiane et Hébert, Guillaume (2019). « Financer l'intelligence artificielle, quelles retombées économiques et sociales pour le Québec ? », *IRIS*, mars, en ligne : https://cdn.iris-recherche.qc.ca/uploads/publication/file/Intelligence_artificielle_IRIS_WEB4.pdf

2 Agence France-Presse (2020). « Tour du monde des applications mobiles de traçage des contacts », *Journal de Montréal*, 4 mai, en ligne : <https://www.journaldemontreal.com/2020/05/04/tour-du-monde-des-applications-mobiles-de-tracage-des-contacts>

3 Conklin, Audrey (2020). « What are coronavirus immunity card ? », *Fox Business*, 10 avril, en ligne : <https://www.foxbusiness.com/lifestyle/coronavirus-immunity-cards>

4 De Rosa, Nicholas (2020). « Non, Bill Gates ne veut pas vous implanter une microproce à l'aide d'un vaccin », *Radio-Canada*, 29 avril, en ligne : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1698428/bill-gates-puce-conspiration-complot-covid-verification-dementi-decrypteurs>

5 Mila est l'Institut des algorithmes d'apprentissage de Montréal, un des plus importants pôles de développement de l'intelligence artificielle dans le monde. Voir : Sioui, Marie-Michèle (2020). « Québec veut attirer les pharmaceutiques avec les données de la RAMQ », *Le Devoir*, 21 août, en ligne : <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/584542/quebec-veut-attirer-les-pharmaceutiques-avec-les-donnees-de-la-ramq>

6 Dykes, Melissa (2017). « The Fourth Industrial Revolution : Most People Don't Even Realize

What's Coming ... », *Truthstream Media*, 30 octobre, en ligne : <http://truthstreammedia.com/2017/10/30/the-fourth-industrial-revolution-most-people-dont-even-realize-whats-coming/>

7 Bettinger, Kimmy (2020). « COVID-19 : Emerging technologies are now critical infrastructure — what that means for governance », *World Economic Forum*, 10 avril, en ligne : <https://www.weforum.org/agenda/2020/04/covid-19-emerging-technologies-are-now-critical-infrastructure-what-that-means-for-governance/>

8 Griffiths, Sarah (2020). « Why your internet habits are not as clean as you think », *BBC*, 5 mars, en ligne : <https://www.bbc.com/future/article/20200305-why-your-internet-habits-are-not-as-clean-as-you-think>

9 Gallant, Nicolas (2017). « Big data et intelligence artificielle : profitez de cette révolution en Bourse », *Capital*, 4 mai, en ligne : <https://www.capital.fr/entreprises-marches/big-data-et-intelligence-artificielle-profitez-de-cette-revolution-en-bourse-1225427>

10 Lanctôt, Aurélie (2020). « Déconfinés, surveillés », *Le Devoir*, 22 mai, en ligne : <https://www.ledevoir.com/opinion/chroniques/579393/deconfinés-surveillés>

11 Cambridge Analytica (CA) une société de communication stratégique s'est retrouvée en 2018 au centre d'un scandale mondial pour avoir utilisé les données personnelles de plusieurs dizaines de millions d'utilisateurs-trices de Facebook, afin de diffuser des messages favorables au Brexit au Royaume-Uni et à l'élection de Donald Trump aux États-Unis en 2016, provoquant sa faillite en 2018. Voir : Wong, Julia Carrie (2019). « The Cambridge

Analytica scandal changed the world — but it didn't change Facebook », *The Guardian*, 18 mars, en ligne : <https://www.theguardian.com/technology/2019/mar/17/the-cambridge-analytica-scandal-changed-the-world-but-it-didnt-change-facebook>

12 Klein, Naomi (2020). « Screen New Deal : Under Cover of Mass Death, Andrew Cuomo Calls in the Billionaires to Build a High-Tech Dystopia », *The Intercept*, 8 mai, en ligne : <https://theintercept.com/2020/05/08/andrew-cuomo-eric-schmidt-coronavirus-tech-shock-doctrine/>

13 Agence France-Presse (2020). « Ces milliardaires américains qui se sont enrichis pendant la pandémie », *Radio-Canada*, 22 mai, en ligne : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1705314/coronavirus-riches-economie-fortune-pandemie-etats-unis>

14 Forbes. « # 1 Jeff Bezos », en ligne : <https://www.forbes.com/profile/jeff-bezos?list=forbes-400&sh=782cc5801b23> (page consultée en novembre 2020)

15 *Courrier international* (2007). « Petits problèmes d'éthique. Les étranges placements de la Fondation Gates », 31 octobre, en ligne : <https://www.courrierinternational.com/article/2007/02/01/les-etranges-placements-de-la-fondation-gates>

16 *Arte* (2017). « L'OMS : dans les griffes des lobbyistes ? », 3 avril, en ligne : <https://info.arte.tv/fr/film-loms-dans-les-griffes-des-lobbyistes>

17 Lichfield, Gideon (2020). « We're not going to normal », *MIT Technology Review*, 17 mars, en ligne : <https://www.technologyreview.com/2020/03/17/905264/coronavirus-pandemic-social-distancing-18-months/>